contenter, s, que nous province

i de 1880, is le temps,

34. Il n'a au a donné 503,136 de eau a payé \$8.27 par établissant aut à un au pair à itage.

celui que a produit

l'emprunt

ntérêt sur iyons que

année, ce ée de cet

province t la peine

du gounerve: es bruits accepté,

térêt, et anquiers avec qui notre province a traité, ont payé, en francs, une somme qui, à la parité des monnaies, représente exactement 98 p. c. de la somme de £800,000.

"On voit que sous tous les rapports, la négociation de l'emprunt à Paris a été une bonne affaire, sans compter les résultats indirects que nous avons le droit d'en attendre.

"Il ne faut pas oublier, non plus, que l'emprunt n'aurait pas pu être effectué à Londres à 98 avant qu'il eût été accepté à Paris. C'est l'action seule des banquiers parisiens qui a porté les agents de l'autre côté de la Manche à présenter leurs offres.

"Une autre information que nous pouvons donner à nos lecteurs, et qui ne manquera pas d'inspirer confiance dans cette opération financière du gouvernement de Québec, c'est que tout l'emprunt a été pris à 98½, 99, 99½, et 100, c'est-à-dire que le total a été souscrit au-dessus du cours de l'émission."

D'abord, constatons la fausseté de l'affirmation de la gazette bleue; ce n'est pas 98 pour cent que le gouvernement a obtenu de cet emprunt; nous savons maintenant la vérité et les documents publics constatent que c'est sculement 88.23. Le montant de l'émission est de \$4,275,853.34; cette émission n'a produit que \$3,772,717.00, en sorte que la province a perdu \$503,136, ce qui réduit le produit de l'opération au chiffre que je viens de mentionner.

Mais si cette transaction du gouvernement Chapleau était une si excellente opération financière, comme le dit La Minerve, comment se fait-il que notre emprunt, qui rapportera près d'un million de plus à la province, est aujourd'hui dénoncé par les bleus comme une mauvaise affaire?

Je vous le demande, messieurs : est-il possible de pousser plus loin la sottise ou le cynisme ?

Un journal anglais de cette ville, qui se donne comme un journal de commerce, a demandé "pourquoi les ministres ont disposé à 96½ des 4 pour cent de Québec, quand les 4 pour cent de la ville de Toronto commandent 99½ et les obligations de la ville de Montréal, le pair, à une fraction près; quand les 3½ pour cent du Canada sont cotés 103 à Londres et quand la colonie de Victoria place £1,500,000 sterling de ses 4 pour

cent à 108?

D'abord, nous n'avons pas vendu à 96½, mais à 99. Cette différence est importante et nous prions nos adversaires d'en prendre note.

Ensuite, à cette question captieuse, je pourrais bien répondre au Montreal Gazette par une autre question. En 1885, Sir Léonard Tilley a placé sur le marché de Londres pour £4,000,000 sterling de 4 °/, du Canada et il n'a obtenu que 101.08; à la même date, les 4 °/, de Victoria étaient cotés de 102 à 104 sur le même marché de Londres; pourquoi les ministres d'Ottawa ont-ils ainsi disposé de leur 4 °/, à deux ou trois points au-dessous du prix que recommandaient les 4 °/, de Victoria.

Que ces messieurs répondent!

D'ailleurs, quant à la colonie de Victoria, il n'y a pas de parité possible à établir, je regrette de le dire, entre son crédit sur le marché monétaire et celui de Québec. Outre que cette colonie a déjà placé trois emprunts considérables à 4 °/, et que sa position était solidement établie à ce taux